

Lutte de classe

Deux articles commentés de la LCR

Les salaires, c'est la priorité de la rentrée !

(Depuis le temps que je le dis, ils vont bien finir par y venir aussi.)

Un Français sur deux n'est pas parti en vacances, faute de moyens. Et les prix des produits de première nécessité sont en hausse de 6 à 7%. Au niveau mondial, le prix du pétrole baisse, mais pas à la pompe ! Les grandes surfaces vendent 4 à 5 fois plus cher que ce qu'elles achètent aux grossistes. Cherchez l'erreur!

(A quoi cela sert-il d'opposer les grandes surfaces aux grossistes puis aux producteurs plus ou moins importants ? Ne serait-ce pas plutôt l'ensemble du système économique basée sur la propriété privée qui n'a pour raison d'être que la course effrénée et illimitée aux profits, que l'on soit propriétaire d'une grande surface, grossiste ou producteur ? Réponse, à faire croire que l'on combat le capitalisme alors qu'il n'en est rien. Cherchez l'erreur n'a pas été très difficile. Derrière un langage en apparence radical se cache en vérité de vulgaires réformistes.)

Où est-il le « Président du pouvoir d'achat » ? D'un côté, il renforce la guerre en Afghanistan, d'un autre côté, il continue à privilégier ses amis très fortunés, protégés depuis un an. Il ne faut pas croire Sarkozy quand il parle d'augmenter le revenu des plus pauvres en taxant les revenus financiers. C'est un mensonge de plus.

(C'est marrant, à la LCR, d'un article sur l'autre à deux jours d'intervalles, on peut lire exactement le contraire, formidable, il y en aura pour tout le monde ! Pour la troisième fois en quelques jours, l'actualité me fait mentir (même Gluckstein dans son éditorial s'est fait avoir) à croire qu'il est nécessaire d'avoir confirmation plusieurs jours à l'avance d'un fait avant d'en parler, je dois encore être trop naïf.

Ils doivent être les seuls à avoir pris au mot Sarkozy ma parole. De qui se font-ils l'écho ici ? Des couches les plus arriérées du prolétariat, pourquoi ne pas s'adresser en premier lieu à ses couches les plus avancées, par crainte de ne pas vraiment apparaître comme une avant-garde ?

Et puis, quelle confusion, la guerre en Afghanistan et les cadeaux que Sarkozy octroie généreusement à ses amis milliardaires, ils figurent du même côté de la médaille, c'est la même politique en faveur des mêmes commanditaires, non ?)

Un revenu pour cacher la misère ? Ou des salaires dignes pour tous ?

Sarkozy prétend offrir un Revenu de solidarité (RSA) aux plus pauvres ou à ceux qui travaillent avec des salaires de misère, en dessous du seuil de pauvreté. Officiellement, d'après l'INSEE, près de 8 millions de personnes sont dans la pauvreté, qui touche de plus en plus les salariés eux-mêmes. (parce que l'immense majorité de ces 8 millions ne seraient pas salariés, ils vivraient de l'air du temps ! D'où sortiraient-ils alors ?) Et ce ne sont pas les prétendues heures supplémentaires qui vont arranger les choses ! Les patrons font pression sur les salariés pour qu'ils travaillent le plus longtemps possible, surtout avec la destruction des 35 heures. Mais le salaire mensuel de base a chuté depuis un an de 0,5 %, voilà la vérité. Le Revenu de solidarité, dont Sarkozy se vante, apportera quelques euros de plus à des salariés qui travaillent quelques heures par semaines, à temps très partiel. Pour eux, pour elles, c'est toujours mieux. Mais ceux qui sont au RMI n'auront rien de plus, ni les jeunes de moins de 25 ans qui en sont exclus. Et pour le monde du travail, c'est une aumône, un mépris, une légalisation de la pauvreté et de l'impossibilité d'en sortir.

(C'est « toujours mieux », mais c'est témoigner du « mépris », il faudrait savoir, si c'est mieux, c'est toujours mieux que rien, c'est respectable en quelque sorte, et si c'est méprisable, c'est misérable, résultat : cela ne peut pas être les deux à la fois, à moins de tout dire et son contraire encore une fois.)

Quant au financement du RSA, les vrais riches continueront à bénéficier du bouclier fiscal, qui les protège depuis l'été 2007. Et le RSA sera financé par la moitié des ménages à moyens revenus qui ont une assurance-vie ou une petite épargne. Et le Parti socialiste ose applaudir cette honte !

(Rectifions, il n'y a pas que les classes moyennes qui ont souscrit une assurance-vie autant que je me souviens, tous mes collègues de travail, mes potes et mes proches en avaient pris une il y a de cela moins de 20 ans, et aucun d'entre nous ne figurait dans cette catégorie sociale. Inutile de vous dire que je n'ai pas d'assurance-vie.)

Crise financière = licenciements, chômage, austérité

(Ils ont oublié la crise du capitalisme avant la crise financière, car le capitalisme est toujours à la recherche de nouvelles sources de profits ou de nouveaux moyens pour les accroître et cela depuis qu'il existe.)

Sarkozy voulait aller chercher « la croissance avec ses dents ». Mais il a échoué.

(C'est marrant qu'ils fassent référence en permanence aux propos de Sarkozy comme s'il fallait leur accorder une importance particulière. A les entendre, j'emploie le conditionnel contrairement à eux et c'est significatif, Sarkozy aurait voulu, cela veut dire tout simplement qu'il a été sincère le bougre, mais pas de bol, les choses se sont passées autrement, à le malheureux, on retrouve le même mécanisme qu'au POI pour épargner Sarkozy, sauf que ce n'est pas de la faute à l'Union européenne mais à pas de chance ! C'est sans doute comme lorsque l'équipe de football du rejeton de Sarkozy encaisse un but !)

La crise capitaliste mondiale, résultat des spéculations, se propage à toute la planète. La politique de Sarkozy, donnant la part belle aux riches, encourageant la destruction du Code du travail, ne fait qu'accélérer la chute. Les licenciements s'annoncent dans l'automobile. Le chômage est reparti à la hausse.

(Faux, c'est exactement l'inverse, la spéculation est un mécanisme à multiples facettes inventé par les capitalistes pour justement tenter de palier, à défaut de pouvoir la contrer, la crise qui frappe le capitalisme mondial au stade de l'impérialisme. La politique de Sarkozy « n'encourage pas » la destruction du Code du travail, puisqu'elle est au service exclusif du patronat, n'inversons pas les rôles, elle en est le maître d'oeuvre sur le plan politique. On comprend que la LCR fasse ici une confusion, car qui dit plan politique dit perspective et combat politique, or la LCR n'a pas de perspective politique donc elle n'entend pas combattre sur ce terrain-là, Sarkozy a la voie libre, CQFD.)

Mais le pouvoir veut détruire encore 31 000 emplois publics dans le budget 2009, alors qu'il y a tellement de besoins non couverts dans l'Education, les hôpitaux, les crèches !

On ne va pas laisser Sarkozy gouverner encore 4 ans !

(Voilà une exclamation qui pourrait revêtir un caractère révolutionnaire, mais elle est isolée !)

Il est inadmissible qu'il y ait de l'argent pour les guerres, comme en Afghanistan, et pas pour les services publics. Il est inadmissible que le pouvoir protège les grandes fortunes tout en faisant payer sa politique par les moyens revenus. Il est inadmissible que les salaires soient bloqués et qu'on force les salariés à faire des heures en plus. Il est inadmissible que la loi et le Code du travail ne protègent plus contre des durées de travail longues (48 heures ou plus), au bon vouloir des patrons.

(Personne ne les contredira sur tous les points cités, mais on peut quand même s'interroger quand ils disent que c'est « inadmissible », ils ne vont pas au bout de leur analyse. Inadmissible veut dire que l'on conteste une décision sans pour autant forcément en expliquer les raisons, or ici ce sont les fondements du capitalisme qui sont en cause, pour des anti-capitalistes, cela ne fait pas très sérieux. Pourquoi ne pas plutôt expliquer les raisons de cette guerre, des blocages des salaires, etc. ? Les travailleurs ont besoin de comprendre les tenants pour comprendre les aboutissants, c'est seulement à cette condition que leur niveau de conscience politique peut progresser.

Et puis en y regardant de plus près, est-ce si inadmissible que le gouvernement agisse de la sorte ? Il faudrait savoir, soit c'est un gouvernement réactionnaire à la solde du capital et dans ce cas-là, il agit conformément aux intérêts du capital et il n'y a rien d'inadmissible dans sa conduite, soit ce n'est pas le cas et on aboutit à un contresens.

En régime capitaliste, quoi de plus normal que l'argent soit destiné à la guerre, à enrichir davantage les plus riches, c'est le contraire qui serait anormal, non ? A moins de vouloir nous faire croire que le capitalisme pourrait revêtir un « *visage humain* », plus « *démocratique* », à l'instar de l'Union européenne par exemple.

Quoi de plus naturel que le comportement de Sarkozy, il respecte à la lettre la démarcation entre les classes en ne représentant et défendant que les intérêts exclusifs d'une classe sociale, la bourgeoisie. Personnellement, je trouve cela très bien, cela forcera peut-être ceux qui parlent au nom de la classe ouvrière à en faire autant, au lieu de se fourvoyer dans des concessions totalement inacceptables et « *inadmissibles* ». Je suis pour la rupture avec le gouvernement et le patronat, pour le combat classe contre classe, vaincre ou mourir.)

Il est temps de résister à un gouvernement de destruction sociale, de pouvoir personnel, d'alignement sur les politiques guerrières de Bush aux USA.

(Encore une fois, pourquoi Bush a entrepris cette guerre, on le sait en partie, mais ce n'est pas suffisant de dire que c'est pour s'appropriier du gaz, du pétrole ou d'autres matières premières, tout le monde le sait, même la population qui habite au fin fond de la forêt équatoriale.

Il faut expliquer aux travailleurs que la concurrence entre capitalistes et l'anarchie dans la production qui en résulte font partie intégrante du fonctionnement du système capitaliste, que ce n'est pas la volonté d'un capitaliste quelconque de s'accaparer des richesses qui est la cause de cette situation, mais la nécessité engendrée par le système lui-même d'accumuler toujours davantage de profits quitte à ne plus savoir qu'en faire, c'est le système économique qui est à l'origine de cette situation, d'où la nécessité non pas d'agir sur le comportement des capitalistes, mais d'en finir avec ce système économique.)

Il est temps de se rassembler dans l'unité, avec les syndicats, les partis de gauche, et de préparer une contre-offensive. Notamment un grand mouvement de grève pour obtenir 300 euros d'augmentation de salaire, le SMIC à 1500 euros nets, l'indexation des salaires sur les prix, le développement des services publics.

(Question camarades : où avez-vous vu dans ce texte la moindre perspective politique ? Il n'y en a pas, c'est le néant, la LCR n'est au mieux qu'un syndicat, rien de plus, et surtout pas un parti politique. Cela saute aux yeux. A la LCR comme dans les autres partis, il y a la théorie qui peut être apprise par coeur, et il y a la pratique. Marx et Engels ont écrit dans le recueil de textes et de correspondances que l'on appelle *La social-démocratie allemande*, que la pratique valait plus que tous les programmes.

Mais il ne faut pas idéaliser la pratique à son tour, elle est la transcription d'une interprétation du monde qui peut être correcte ou fautive, d'une analyse de la société qui peut avoir été menée à fond ou pas, la somme de connaissances et d'expériences qui vont des manuels scolaires à l'apprentissage autodidactique et qui vont de la claustration et l'isolement pendant 40 ans ou plus à la multiplication des rencontres et des réalisations, et rien ne garantit qu'elle soit orientée dans la bonne direction. D'où la nécessité pour le mouvement ouvrier d'avoir recours à des intellectuels, ils nous sont indispensables, il faut en gagner. Je les taquine parfois, mais je leur rends service, on a tous besoin de se reconnaître à travers les autres, et les intellectuels comme les autres. A l'exclusion de la pourriture comme BHL évidemment. Pour eux, nous sommes des rustres, de piètres penseurs, alors que cela nous demande beaucoup plus d'efforts pour nous exprimer correctement, nous n'avons pas tous fait des hautes études.)

Un an avec Sarkozy, ça suffit !

Paris, le 1er septembre 2008.

Interview d'Olivier Besancenot à *Libération* du 26 août, par Pascal Viot.

« Bâtir une gauche indépendante »

Quel est l'objectif du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui doit se substituer à la Ligue communiste révolutionnaire ? Il est avant tout de changer d'échelle afin que nos idées, nos propositions politiques, comme par exemple l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires, la reconquête des services publics, deviennent majoritaires dans trois secteurs stratégiques à nos yeux : la jeunesse, les entreprises et les quartiers populaires. Nos idées imprègnent progressivement la société et nous devons les confronter à la réalité. C'est ainsi que nous ferons preuve d'utilité en continuant à apparaître comme les opposants les plus résolus à la politique actuelle du gouvernement.

(Parce que par hasard l'immense majorité des travailleurs seraient favorables aux licenciements, au blocage ou à la diminution des salaires, à la liquidation des services publics ? Si Besancenot se place sur le terrain du réformisme, c'est parce qu'il ignore d'une part, l'histoire du développement du capitalisme qui tend irrésistiblement vers la barbarie (la paupérisation des masses), d'autre part, parce qu'il ignore tout du marxisme qui assigne comme objectif au mouvement ouvrier non pas une amélioration progressive de la condition de vie et de travail des ouvriers, mais la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme, l'émancipation du prolétariat, bref, qui exprime la tendance inverse vers le socialisme.

Les travailleurs n'ont pas conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ils ne comprennent pas que toutes leurs souffrances sont uniquement liées à l'existence du système capitaliste et que tant qu'il existera, ils ne pourront jamais résoudre définitivement les problèmes quotidiens auxquels ils sont confrontés, et que toute amélioration de leurs conditions ne peut être que partielle et temporaire, car les capitalistes leur reprendront demain ce qu'ils ont été obligés de leur octroyer hier.

Comme il le dit si bien, en réalité le NPA serait en quelque sorte de société d'utilité publique plutôt encline à « apparaître » qu'à être vraiment utile aux travailleurs.)

Etes-vous prêts à passer des accords de gestion, aux niveaux local ou national, avec les partis de gauche représentés au Parlement ?

Nous avons une autre conception du pouvoir politique que les partis de l'ex-gauche plurielle. Nous proposons une démocratie authentique qui fonctionne du bas vers le haut de la société, avec une population capable de contrôler ses élus, grâce notamment à la révocabilité. Il n'est donc pas question de gouverner avec le PS car nos solutions sont contradictoires avec l'économie de marché, à laquelle tous les candidats au poste de premier secrétaire du PS - et ils sont nombreux - se sont ralliés en votant leur déclaration de principe renouvelée.

(Il ne répond pas à la question qui lui a été posée sur le plan local et pour cause, la LCR s'est vautrée dans la fange en appelant à voter pour les candidats du PS ou du PCF à chaque élection sans aucune exception. Ajoutons qu'il n'est pas nécessaire de participer à un gouvernement pour le soutenir. Il a oublié quelque chose, vous m'excuserez de me répéter, mais on ne peut pas parler de gouverner ou de faire ceci ou cela, sans au préalable avoir liquidé les institutions politiques sur lesquelles repose le régime...)

Vous êtes donc seuls à gauche...

Non, le NPA n'est pas la seule formation politique à gauche. Nous voulons organiser des actions communes avec les autres partis de gauche, comme nous venons de le proposer pour exiger le retrait des soldats français d'Afghanistan. Nous devons résister ensemble face à la droite. Mais pour l'alternative politique, nous voulons construire une gauche indépendante, qui ne s'excuse pas d'être de gauche, d'être anticapitaliste et de vouloir changer la société.

(Être de gauche aujourd'hui, cela ne coûte rien quand on n'est pas foutu de faire référence une seule fois aux institutions de la Ve République, sa constitution bonapartiste, quand à aucun moment on ne précise que Sarkozy, son gouvernement et leur parlement sont illégitime et minoritaire dans le pays. Ajoutons quand on oublie de faire référence à la nécessité de rompre avec l'Union européenne et toutes les institutions internationales liées au capital. Quand on vous donne la parole si aimablement dans tous les médias, la moindre des choses, c'est de dire l'essentiel, le minimum quoi.)